de la Croix-Rouge, » institution imaginaire, qu'il assure être reconnue par presque tous les gouvernements et patronnée par tous les souverains.

Je me permets de faire observer que les seuls ordres de la Croix-Rouge proprement dits, conférant le droit de porter des décorations, sont ceux de la Croix-Rouge royale d'Angleterre et des Croix-Rouges de Russie et d'Espagne. Quant à ces institutions, reconnues par leurs gouvernements respectifs, je n'ai pas besoin d'ajouter que ce n'est jamais par l'entremise d'agents ni contre finances qu'elles accordent des décorations.

Je suis, Monsieur, votre obéissant serviteur.

John FURLEY.

Londres, 19 janvier 1891.

HONGRIE

PRÉSIDENTE DE LA CROIX-ROUGE HONGROISE

A Monsieur le Président du Comité international.

Budapest, le 30 janvier 1891.

J'ai l'honneur de vous faire part de la mort de S. E. M. le comte Jules Karolyi, l'éminent et très regretté président de la Société de la Croix-Rouge en Hongrie, décédé à Budapest le 23 novembre 1890, et dont la perte éprouve cruellement la Société. Le comte, par son dévouement et son zèle pour les intérêts de la Croix-Rouge, avait acquis des mérites appréciés non seulement dans son pays mais aussi à l'étranger.

Je vous annonce, en même temps, que j'ai eu l'honneur d'être élu à la présidence par le comité central de la Société, et que ma nomination a été approuvée le 17 courant par S. M. I. et R. A. le roi.

Je prie le Comité international de la Croix-Rouge de bien vouloir maintenir les relations cordiales qui existaient entre lui et la présidence de la Société hongroise de la Croix-Rouge.

Agréé, etc.

Comte André CSEKONICS,

Président de la Société de la Croix-Rouge en Hongrie.

ITALIE

LA CROIX-ROUGE ET L'ORDRE DE MALTE

Le *Journal de Genève* du 5 mars dernier a publié, relativement à l'assistance des militaires blessés en Italie, des renseignements, qu'il avait empruntés au journal français *Le Soleil*, et au sujet desquels le Comité central de Rome nous a adressé une note dont nous nous faisons un devoir de reproduire la teneur. Pour qu'on en comprenne la portée, il convient de citer préalablement l'article auquel elle répond.

Voici donc ce qu'on lisait dans le journal suisse susmentionné :

« Le gouvernement italien, d'une part, représenté par son ministre de la guerre, et l'Ordre de Malte d'autre part, représenté, non par ses diplomates en titre mais par l'un de ses dignitaires les plus importants, le prince don Mario Chigi, bailli-grand-croix, ont conclu un traité, d'après lequel l'Ordre remplira désormais officiellement en Italie, vis-à-vis des blessés et malades militaires, l'office hospitalier pour lequel il est organisé depuis longtemps déjà en Autriche, en Bohême, en Westphalie et en Silésie.

« D'après cette convention, l'Ordre met au service des blessés, en cas de guerre, son train sanitaire, ses ambulances, son matériel, son personnel administratif, médical et hospitalier.

« Les signataires ont ensemble stipulé qu'avec le fanion ou le brassard d'ambulance à la croix rouge de Genève, le matériel et le personnel de l'Ordre porteraient non le fanion et le brassard d'Italie, mais le fanion et le brassard de l'Ordre, à la croix blanche de Malte. Un règlement détaillé, accepté par les deux parties contractantes, et qui rappelle les dispositions analogues adoptées par